



KPMG Audit
51, rue de Saint-Cyr
CP 409
69338 Lyon Cedex 9
France

CRMD

105 rue des Mourettes
CS 50 220
26002 Valence cedex
France

**Precia S.A. à directoire et conseil de
surveillance**

**Rapport des commissaires aux
comptes sur l'information
financière semestrielle 2013**

Période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013
Precia S.A. à directoire et conseil de surveillance
Veyras - BP 106 - 07001 Privas
Ce rapport contient 23 pages
Référence : L133-72



KPMG Audit
51, rue de Saint-Cyr
CP 409
69338 Lyon Cedex 9
France

CRMD

105 rue des Mourettes
CS 50 220
26002 Valence cedex
France

Precia S.A. à directoire et conseil de surveillance

Siège social : Veyras - BP 106 - 07001 Privas
Capital social : €2.200.000

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Precia S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Lyon, le 27 septembre 2013

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Philippe Massonnat
Associé

Valence, le 27 septembre 2013

CRMD



Jean-Jacques Gaudillat
Associé



PRECIA SA

Société Anonyme à Directoire et à Conseil de Surveillance
Au capital de 2 200 000 €
Siège social à VEYRAS – 07 001 PRIVAS
R.C.S. AUBENAS B. 386.620.165 (1966 B 16)

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Comptes consolidés au 30 juin 2013

I **COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DU 1^{ER} SEMESTRE 2013**

(En milliers d'euros.)

	Notes	30/06/2013	30/06/2012 ¹	31/12/2012
Chiffre d'affaires	3.1	42 157	45 133	92 457
Achats consommés		(9 185)	(11 318)	(23 095)
Charges de personnel		(19 106)	(19 206)	(38 638)
Charges externes		(8 945)	(9 720)	(19 142)
Impôts et taxes		(670)	(760)	(1 489)
Amortissements		(1 218)	(1 082)	(2 179)
Variation des stocks en cours et produits finis		29	182	(279)
Autres produits d'exploitation		344	276	586
Autres charges d'exploitation		(181)	(170)	(820)
Résultat opérationnel courant		3 225	3 336	7 399
Charge de restructuration		-	-	(809)
Résultat opérationnel global		3 225	3 336	6 589
Produits de trésorerie et équivalents		289	256	494
Coût de l'endettement financier brut		(141)	(187)	(321)
Coût de l'endettement financier net	3.2	149	68	173
Autres produits financiers		-	-	-
Autres charges financières		-	-	-
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		9	14	32
Charge d'impôt sur le résultat	3.3	(1 290)	(1 434)	(2 198)
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 094	1 985	4 597
Intérêts ne conférant pas le contrôle		199	41	258
Part du groupe		1 895	1 944	4 338
Résultat de base par action et dilué (en euro)	2.9	3,4	3,5	7,8

¹ Compte de résultat retraité, voire note 1.2

II TABLEAU DU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES
(En milliers d'euros.)

	30/06/2013	31/12/2012
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 094	4 597
Ecart de conversion	(185)	(21)
Actifs disponibles à la vente		
Instruments dérivés de couverture		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, part du Groupe, hors entités mises en équivalence	(185)	(21)
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors entités mises en équivalence		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	(185)	(21)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des intérêts ne conférant pas le contrôle	(25)	(15)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(210)	(36)
Total des produits et charges de la période	1 884	4 561

III BILAN CONSOLIDE AU 30 JUIN 2013

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	30/06/2013	31/12/2012
Actifs non courants :			
Goodwill	1.3.1	7 298	7 317
Autres Immobilisations incorporelles	2.3	1 011	480
Immobilisations corporelles	2.1	7 528	7 766
Actifs financiers		936	949
Participations mises en équivalence	2.4.1	175	166
Impôts différés actif	2.8	1 406	1 599
Total		18 354	18 276
Actifs courants :			
Stocks et en-cours	2.5	13 659	12 278
Créances clients et autres créances		35 087	31 036
Créance d'impôt exigible		695	586
Autres débiteurs	2.6	2 422	1 950
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.7	17 602	18 756
Total		69 465	64 606
Total général		87 819	82 882

Passif	Notes	30/06/2013	31/12/2012
Capitaux propres :			
Capital	2.9	2 200	2 200
Prime d'émission, de fusion, d'apport		4 487	4 487
Réserves consolidées		33 942	30 681
Actions propres	2.9	(351)	(365)
Résultat consolidé part du groupe		1 895	4 338
S/Total Capitaux propres attribuables au groupe		42 173	41 340
Intérêts ne conférant pas le contrôle :	2.10		
Dans les réserves		792	558
Dans les résultats		199	259
Total Capitaux propres		43 164	42 157
Passifs non courants :			
Provisions long terme	2.12	2 672	2 687
Impôts différés passif	2.8	655	636
Dettes financières long terme	2.11	3 905	4 825
Total		7 231	8 148
Passifs courants :			
Dettes financières court terme	2.11	4 339	3 158
Dettes fournisseurs et autres dettes		13 668	9 808
Passif d'impôt exigible			
Autres passifs courants	2.13	19 417	19 611
Total		37 424	32 577
Total général		87 819	82 882

IV TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
(En milliers d'euros.)

	Capital social	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Résultat de la période	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres au 31/12/2011	2 200	4 487	(397)	26 863	4 897	670	38 720
Dividendes versés					(1 059)	(65)	
Affectation du résultat antérieur				3 838	(3 838)		
Actions propres			24				
Ecart de conversion				33		(11)	
Variation de périmètre							
Résultat de la période					1 944	41	
Capitaux propres au 30/06/2012	2 200	4 487	(373)	30 734	1 944	635	39 626
Dividendes versés						(32)	
Affectation du résultat antérieur							
Actions propres							
Ecart de conversion			(8)	(54)		(4)	
Variation de périmètre							
Résultat de la période					2 394	218	
Capitaux propres au 31/12/2012	2 200	4 487	(365)	30 680	4 338	816	42 157
Dividendes versés					(892)		
Affectation du résultat antérieur				3 446	(3 446)		
Actions propres			14				
Ecart de conversion				(185)		(25)	
Variation de périmètre							
Résultat de la période					1 895	199	
Capitaux propres au 30/06/2013	2 200	4 487	(351)	33 942	1 895	991	43 163

V **TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE**
(En milliers d'euros.)

	30/06/2013	30/06/2012	Exercice 2012
Opérations d'exploitation			
Résultat	2 665	3 069	6 404
Amortissements des immobilisations	1 218	1 081	2 629
Dotations et reprise sur provision pour risques et charges	(16)	142	753
Résultat de cession d'immobilisations	(43)	(9)	(34)
Incidence des instruments dérivés et autres instruments similaires			
Charges d'impôt (variation impôt différé)	212	(41)	(511)
Coût de l'endettement financier net	77	120	220
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	(3 132)	(816)	(845)
Intérêts payés	(75)	(124)	(224)
Impôt sur le résultat payé	(879)	(698)	(2 121)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	27	2 724	6 271
Opérations d'investissement			
Intérêts reçus			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(679)	(117)	(149)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(846)	(1 723)	(2 975)
Acquisitions d'immobilisations financières	(24)	(82)	(606)
Produits de cession d'immobilisations corporelles	74	29	189
Remboursements d'actifs financiers	29	5	21
Variation intérêts minoritaires	175	(35)	147
Acquisition de minoritaires et de filiales, nette de trésorerie acquise			
Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement	(1 271)	(1 923)	(3 373)
Opérations de financement			
Augmentation de capital dans les filiales			
Rachats et reventes d'actions propres	14	24	32
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	525	605	2 714
Remboursements d'emprunts	(1 445)	(1 284)	(3 090)
Variation des mobilisations de créances			
Dividendes versés	0	(1 059)	(1 059)
Flux net de trésorerie lié aux activités de financement	(906)	(1 714)	(1 403)
Impact des variations de taux de change	(185)	33	(21)
Augmentation (diminution) totale de la trésorerie	(2 335)	(880)	1 474
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	15 598	14 124	14 124
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	13 263	13 244	15 598
Augmentation (diminution) totale de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 335)	(880)	1 474

VI ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2013

(En milliers d'euros.)

Les états financiers ont été arrêtés par le Directoire et présentés au Conseil de Surveillance du 24 septembre 2013.

Faits caractéristiques de la période :

Nous avons créé en janvier 2013 une filiale commerciale en Australie, Precia Molen Australia Pty Ltd.

Notre filiale brésilienne, Precia Molen Serviços De Pesagem Ltda a démarré sa pleine activité commerciale locale en 2013.

Les deux filiales françaises du Groupe, Precia Molen Service SAS et Precia SA, ont opéré en janvier 2013 un changement de leur système d'information. Le déploiement de SAP, même s'il a légèrement perturbé l'activité s'est bien déroulé et se poursuit à présent sur l'ensemble des filiales.

Evènements post clôture :

Aucun évènement post clôture n'est à mentionner.

1 Principes de consolidation et méthodes comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

1.1 Périmètre de consolidation

1.1.1 Périmètre de consolidation

Identification	SIREN	% détenu
PRECIA S.A., 07 000 Privas	386 620 165	Société Mère
Precia Molen Service S.A.S, 07 000 Privas	349 743 179	99,99
Molen BV, Breda	Pays-Bas	100,00
Precia Molen Nederland BV, Breda (1)	Pays-Bas	100,00
MOLEN BELGIUM NV, Puurs	Belgique	100,00
Precia Molen UK Ltd, Birmingham	Royaume-Uni	100,00
Precia Polska Sp.z.o.o., Cracovie	Pologne	100,00
Precia Molen CZ S.r.o., Pragues	République Tchèque	100,00
Precia Molen Maroc SARL, Casablanca	Maroc	60,00
Precia Molen Scandinavia A.S., Lierstranda	Norvège	90,00
Precia Molen India Ltd, Chennai	Inde	75,00
Precia Molen Ro, Bucarest	Roumanie	100,00
Precia Molen Australia Pty Ltd, Sydney	Australie	100,00
Precia Molen Serviços De Pesagem Ltda, Sao Paolo	Brésil	100,00

(1) Cette société est détenue de manière indirecte via MOLEN BV.

Toutes ces sociétés sont consolidées et ont arrêté leurs comptes au 30 juin 2013.

Identification	SIREN	% détenu
PRECIA MOLEN IRELAND Ltd, Ashbourne	Irlande	40,00

Cette société, qui a arrêté ses comptes au 30 juin 2013, est mise en équivalence

1.1.2 Evolution du périmètre

En janvier 2013, le Groupe a procédé à la création de Precia Molen Australia Pty Ltd, filiale commerciale installée à Sydney (Australie).

La filiale brésilienne, Precia Molen Serviços De Pesagem Ltda, est à présent incluse dans le périmètre de consolidation.

Les opérations de liquidation de la société Precia-WPL ayant été quasi intégralement réalisées au cours de l'exercice (l'ensemble des actifs a été mis en vente sur la période) et le contrôle de la société ayant été transféré au liquidateur, cette société a par conséquent été exclue du périmètre de consolidation.

1.2 Comparabilité des comptes

Les principes comptables appliqués pour l'arrêté des comptes au 30 juin 2013 sont les mêmes que ceux du 31 décembre 2012 et 30 juin 2012 à l'exception de l'élément ci-après :

En application stricte de la norme IAS 12, le montant des différentes des taxes et contributions assises sur les résultats et la valeur ajoutée a été intégralement repris en impôt sur le résultat. Sans impacter le résultat net, l'impact sur le résultat opérationnel et sur le résultat avant impôt est positif de 308 K€. Pour le premier semestre 2012, cet impact est estimé à 350 K€ ; le résultat opérationnel comparable est de 3 336 K€ (résultat publié 2 986 K€).

Les normes et interprétations utilisées au 31 décembre 2012 ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2013. Celles-ci portent sur:

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du
Amendement de la norme IAS 1, relatif à la présentation des autres éléments du résultat global, nouvelle décomposition des autres capitaux	05 juin 2012 (UE n°475/2012)	1er janvier 2013
Amendement de la norme IAS 19 relatif aux engagements de retraite (régimes à prestations définies)	05 juin 2012 (UE n°475/2012)	1er janvier 2013
Norme IFRS 13 relative à l'évaluation de la juste valeur	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013
Amendement de la norme IAS 12 sur les impôts différés actifs/passifs en complément des dispositions de SIC 21	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013
Interprétation d'IFRIC 20 sur les frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013
Amendement d'IFRS 1 sur l'hyperinflation grave	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013
Amendements d'IFRS 7 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1er janvier 2013
Amendement de la norme IFRS 1 (prêts publics) Application prospective de la décote sur les prêts publics reçus à un taux inférieur au marché.	03 mars 2013 (UE n°183/2013)	1 ^{er} janvier 2013
Amendements portant sur les améliorations annuelles des IFRS, cycle 2009-2011 modifiant les normes suivantes : IFRS 1, IAS 1, IAS 16, IAS 32, IAS 34	27 mars 2013 (UE n°301/2013)	1 ^{er} janvier 2013

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB, adoptées par l'Union européenne mais d'application obligatoire à partir du 1er janvier 2014 ² ne sont pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2013.

1.3 Principes comptables de consolidation

1.3.1 Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, par application de la norme IFRS 3 (Regroupements d'entreprises). Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, après une période d'évaluation d'une durée maximale de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

Pour les regroupements d'entreprises effectués à compter du 1er janvier 2010 la norme IFRS 3 révisée est applicable. Selon cette norme, l'écart d'acquisition est désormais calculé par différence entre la juste valeur de la contrepartie remise et la somme des actifs et des passifs existants et éventuels de la société acquise évalués individuellement à leur juste valeur. Les coûts directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en charge. A la date de prise de

² IFRS 10 - Etats financiers consolidés, IFRS 11 - Partenariats, IFRS 12 - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, IAS 27 - Etats financiers individuels, et IAS 28 - Participations dans des entreprises associées et des coentreprises, publiées au Journal officiel de l'UE le 29 décembre 2012.

contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un goodwill partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un goodwill complet. Dans le cas d'une option pour la méthode du goodwill complet, les intérêts ne conférant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un goodwill sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables. Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2010 avaient été traités selon la méthode du goodwill partiel, seule méthode applicable.

Pour les regroupements d'entreprises effectués avant le 1er janvier 2010, à la date d'acquisition, le goodwill représente l'excédent du coût de l'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables.

Pour les acquisitions antérieures au 1er janvier 2004, le goodwill a été maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable précédent. Le classement et le traitement comptable des regroupements d'entreprise qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2004 n'ont pas été modifiés pour la préparation du bilan d'ouverture du Groupe en IFRS au 1er janvier 2004.

Dans tous les cas, le goodwill négatif résultant de l'acquisition est comptabilisé immédiatement en résultat.

A compter de la date d'acquisition, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises. Ultérieurement, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des dépréciations représentatives des pertes de valeur. Le goodwill n'est pas amorti mais est soumis à des tests de pertes de valeur à chaque clôture annuelle ou plus fréquemment quand il existe des indicateurs de perte de valeur. Les dépréciations des goodwills sont irréversibles. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en « Autres charges de gestion courante » ou en « Charges de restructuration » lorsque la perte de valeur est consécutive d'une restructuration.

Le montant cumulé des dépréciations de goodwills constatées au 30 juin 2013 est de 1 054 K€.

1.3.2 Conversion des comptes des filiales étrangères

La méthode utilisée est celle du cours de clôture.

Les éléments d'actif et de passif, monétaires et non monétaires, ont été convertis aux cours en vigueur à la date du 30 juin 2013.

Les capitaux propres ont été corrigés pour être ramenés à leurs cours historiques.

La conversion des produits et charges a été réalisée, sauf fluctuation significative, par application des cours de changes moyens constatés pendant la période.

L'écart constaté est inscrit dans un compte de réserves ; l'effet a été une variation négative des capitaux propres de 185 K€ sur la période.

1.3.3 Opérations internes

Les retraitements sont effectués sur toutes les transactions intra-groupe. Les mouvements internes sont annulés ainsi que les dettes et créances réciproques.

La marge incluse dans les stocks relatifs à des achats à l'intérieur du groupe et les profits dégagés sur les cessions d'immobilisations intra-groupe sont éliminés.

1.3.4 Transactions avec des parties liées

Les transactions avec des parties liées sont identifiées par questionnement direct puis validées par confirmation directe. Ces transactions sont réalisées à la valeur de marché.

1.3.5 Contrats de location financement

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location-financement ayant pour effet de transférer au Groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété sont comptabilisées à l'actif en immobilisations corporelles (terrains, bâtiments et équipements). À la signature du contrat de location-financement, le bien est comptabilisé à l'actif pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou bien, si elle est plus faible, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Ces immobilisations sont amorties linéairement sur la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le Groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat si celle-ci est plus courte. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif.

Les charges des contrats de location opérationnelle sont comptabilisées en charges d'exploitation de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.3.6 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat correspond à l'impôt courant de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impositions différées. La méthode utilisée est celle du report variable sur toutes les différences existant entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et passifs figurant au bilan.

Les impôts différés actif ne sont reconnus que dans la mesure où il est probable que les résultats fiscaux futurs permettront leur imputation.

Le calcul des impositions différées en France est effectué sur la base du taux d'impôt réel constaté.

1.4 Méthodes d'évaluation

Pour préparer les informations financières conformément aux principes comptables généralement admis, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Lorsque les estimations et les hypothèses portent sur des montants significatifs ou lorsque la probabilité de révision des montants est élevée, une information est donnée en annexe.

Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-après

1.4.1 Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût, diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeurs constatées.

Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire, selon les durées d'utilité effectives. Les principales durées d'utilité retenues sont les suivantes :

Type	Durée d'utilité
Logiciels	3 à 5 ans
Constructions industrielles	30 ans
Agencements et installations	20 ans
Installations techniques	10 à 15 ans
Matériels et outillage	6 à 10 ans
Matériels de transport	4 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Mobilier, matériel de bureau	5 à 15 ans

Lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché ou des indicateurs internes indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à la valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée des coûts de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession ; le taux d'actualisation utilisé est de 10%.

1.4.2 Goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie

Les goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de dépréciation systématique à chaque clôture annuelle et chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'ils ont pu perdre de leur valeur. Les autres actifs immobilisés font également l'objet d'un test de dépréciation chaque fois que les événements ou changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

La valeur recouvrable est déterminée pour chaque actif à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs. Dans ce cas, qui concerne notamment les goodwill, la valeur recouvrable est déterminée au niveau de l'UGT.

La valeur d'utilité est obtenue en additionnant la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif ou de l'UGT. Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec le budget et les plans d'affaires les

plus récents approuvés par la direction du Groupe. Le taux d'actualisation avant impôt retenu reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif (ou à l'UGT).

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, cette perte de valeur est enregistrée en résultat et est imputée en priorité aux goodwill.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill ne peut pas être reprise. Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il existe une indication que la perte de valeur n'existe plus ou a diminué et s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

1.4.3 Frais de développement

Selon l'IAS 38, les coûts de développement doivent être comptabilisés en tant qu'immobilisation, si on peut démontrer notamment la faisabilité technique et commerciale du produit.

Cependant, compte tenu des délais d'homologation en métrologie légale, la phase de commercialisation des nouveaux produits peut-être largement différé. Ceci accroît la difficulté de prévoir les avantages économiques futurs, de même que l'effet de cannibalisation entre les ventes des nouveaux produits et des produits existants.

En cas d'incertitudes liées à ces délais d'homologation, le Groupe comptabilise en charges les frais de développement encourus.

1.4.4 Instruments financiers

Titres de participation

Les titres de participations dans les sociétés qui ne sont pas retenues dans le périmètre de consolidation sont comptabilisés à leur juste valeur en titres disponibles à la vente. Lorsqu'il s'agit de titres non cotés et que leur juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, ils sont évalués à leur coût diminué le cas échéant des pertes de valeur. Lorsqu'il y a une indication objective de dépréciation, la perte qui en résulte doit être comptabilisée en résultat si cette perte revêt un caractère définitif pour les instruments de capitaux propres.

Instruments de couverture

Conformément à sa politique, le Groupe ne détient pas ou n'utilise pas d'instrument financier destiné à la spéculation. Néanmoins, compte tenu du manque de documentation et de l'absence de suivi de revalorisation de la juste valeur à chaque date d'utilisation des instruments de couverture, ces instruments de couverture ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture et leurs variations de juste valeur sont enregistrées directement au compte de résultat.

1.4.5 Stocks

Les stocks de matières premières et approvisionnements sont valorisés au coût moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits en cours et les produits finis sont valorisés au coût de production, incluant :

- les consommations de matières premières et fournitures,
- les charges directes de main d'œuvre,
- les amortissements des biens concourant à la production, et
- les charges indirectes de production.

Les charges financières sont toujours exclues de la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Celle-ci correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts prévisibles en vue de l'achèvement ou de la réalisation de la vente, en tenant compte de la rotation des stocks, ainsi que de l'obsolescence et des évolutions techniques.

1.4.6 Créances et dettes courantes

Les créances et dettes courantes sont initialement évaluées à la juste valeur qui correspond en général à leur valeur nominale, sauf si l'effet de l'actualisation est significatif.

Une dépréciation est constituée lorsque le recouvrement des créances apparaît incertain. Son montant est déterminé en fonction des difficultés de recouvrement estimées d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

Les créances et dettes courantes en monnaie étrangère sont valorisées au cours de change constaté à la clôture de l'exercice.

1.4.7 Dettes portant intérêts

Les emprunts portant intérêt sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

1.4.8 Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées en moins des capitaux propres.

Au 30 juin 2013, la société dispose d'actions propres pour un cout total de 351 K€.

Le Groupe a mis fin au contrat de liquidité confié le 6 octobre 2010 à CM-CIC Securities en juillet 2012 et depuis confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AMAFI approuvée par l'Autorité des Marché Financiers, à ARKEON Finance. Au 30 juin 2013, la position titres du contrat est de 633 titres valorisés pour 47 K€.

1.4.9 Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant le flux de trésorerie futur attendu au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et lorsque cela est approprié, les risques spécifiques à ce passif.

1.4.10 Avantages au personnel

Le groupe a effectué le recensement des avantages consentis au personnel à long terme. En France, le groupe a des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite, définis par les conventions collectives. Le groupe utilise la méthode des unités de crédits projetées pour déterminer la valeur actualisée de son obligation au titre des prestations définies.

1.4.11 Reconnaissance du chiffre d'affaires

L'IAS 18 Produits des activités ordinaires privilégie la substance sur l'apparence et définit qu'une vente est considérée comme accomplie lorsque le transfert des risques et avantages est réalisé.

Les ventes de matériel sont comptabilisées par le Groupe lors de la livraison, car il a été vérifié que les prestations restant éventuellement à exécuter ne sont pas significatives et ne sont pas susceptibles de remettre en cause l'acceptation par le client des produits livrés ou des services rendus.

2 Explication des postes du bilan

2.1 Actif immobilisé

	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Goodwill	7 317	-	19	7 298
Autres immobilisations incorporelles	1 780	700	91	2 389
Immobilisations corporelles	26 901	775	670	27 006
Actifs financiers	1 012	15	29	999
Participations mises en équivalence	166	9	-	175
Total	37 176	1 499	809	37 866

Les principales acquisitions de l'exercice sont liées à la rénovation de l'atelier historique de Precia sur Privas (l'Atelier 1951), la mise en service de notre ERP (SAP) mais aussi l'achat de matériel de service (matériel de transport et d'étalonnage).

2.2 Etat des amortissements

	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	1 300	168	91	1 378
Immobilisations corporelles	19 135	979	636	19 477
Amortissements	20 435	1 147	727	20 855

2.3 Immobilisations incorporelles

	Valeur brute	Amortissements & dépréciations	Valeur nette
Goodwill	11 132	3 834	7 298
Autres immobilisations incorporelles	2 389	1 378	1 011
Immobilisations incorporelles	13 521	5 212	8 309

2.4 Actifs financiers

2.4.1 Participations mises en équivalences

Société PRECIA MOLEN IRELAND à Ashbourne : société consolidée par mise en équivalence.

Quote-part du groupe dans les résultats et réserves de cette société : 175 K€

Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2013 :	932	
Résultat net :	19	
Total capitaux propres :	415	(hors résultat de la période)
Total bilan :	1 212	

2.4.2 Sociétés non consolidées

BACSA S.A.	98
Participation de 19,00 % du capital :	
Diverses participations	86

La juste valeur de ces participations correspond à la valeur d'acquisition à l'exception de la société BACSA, dépréciée à hauteur de 47 K€, et des participations diverses dépréciées à hauteur de 16 K€.

2.5 Evolution des stocks

	30/06/2013	31/12/2012
Matières premières et marchandises	7 868	6 479
En cours de production et service	3 878	5 368
Produits intermédiaires et finis	1 913	431
Stocks	13 659	12 278

2.6 Détail des débiteurs divers

	Total	à 1 an au plus	à plus de 1 an
Taxes sur le chiffre d'affaires	768	768	-
Fournisseurs avances et acomptes	245	245	-
Charges constatées d'avance	487	487	-
Divers débiteurs	922	922	-
Débiteurs divers	2 422	2 422	-

2.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	30/06/2013	31/12/2012
OPCVM (1)	-	1 904
Certificats de dépôt (2)	10 905	11 787
Valeurs mobilières de placement	10 905	13 691
Disponibilités	6 697	5 063
TOTAL	17 602	18 754

(1) Sicav monétaires

(2) Les certificats de dépôt sont rémunérés aux conditions du marché, avec une possibilité de sortie à tout moment

2.8 Impôts différés

	30/06/2013	31/12/2012
Impôts différés sur différences temporelles	739	896
Impôts différés sur retraitements de consolidation	667	703
Impôts différés actifs	1 406	1 599

	30/06/2013	31/12/2012
Impôts différés sur amortissements	612	584
Impôts différés sur différences temporelles	43	52
Impôts différés passifs	655	636

2.9 Capitaux propres

Le capital de 2 200 000 € se compose de 573 304 actions.

Actions propres : 15 672 actions, soit 2,73% du capital pour une valeur d'acquisition de 351 K€.

Le résultat par action est déterminé en divisant le résultat par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice (soit 557 632), c'est à dire hors actions propres.

2.10 Intérêts ne conférant pas le contrôle

Les intérêts ne conférant pas le contrôle correspondent aux 25 % de capital de PRECIA MOLEN INDIA, aux 40% de PRECIA MOLEN MAROC, aux 10% de PRECIA MOLEN SCANDINAVIA.

2.11 Emprunts et dettes financières

	Total	A 1 an au plus(*)	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit (1)	5 597	2 374	3 223	-
Contrats de location financement Associés	998	405	593	-
	240	151	89	-
S/Total dettes financières long terme	6 835	2 930	3 905	-
Dettes financières court terme	1 410	1 410	-	-
Total	8 245	4 339	3 905	-

(1) dont 66% à taux fixes. Les emprunts à taux variables sont swapés à 93%.

Information comparative exercice 2012	Total	A 1 an au plus(*)	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Total Emprunts et dettes financières	7 983	3 158	4 825	-

(*) La part à un an au plus des dettes financières à long terme est classée en dettes financières court terme

Garantie	Montant garanti	Capital restant dû
Nantissement de fonds de commerce	5 240	1 967
Nantissement d'actions (21 430 actions PMS)	500	83
Gage sur véhicules	148	35
Total	5 889	2 086

2.12 Détail des provisions

	Début de période	Augmentations	Utilisation	Reprise sans objet	Fin de période
Litiges	1 637	681	718	45	1 555
Risques clients	142	-	2	-	140
Pensions	56	-	-	-	56
Indemnités de départ en retraite ³	741	117	49	-	809
Autres avantages sociaux	111	-	-	-	111
Provisions long terme	2 687	798	769	45	2 671

Information comparative exercice 2012	Début de période	Augmentations	Utilisation	Reprise sans objet	Fin de période
Provisions long terme	1 934	1 669	127	788	2 687

Le groupe est exposé dans le cadre normal de son activité à des litiges de différentes natures. Les provisions pour litiges sont déterminées au cas par cas à la clôture de l'exercice, et leurs montants représentent la meilleure estimation du risque financier encouru, pondérée par le facteur de survenance le plus probable.

Lorsque le groupe est engagé dans des procédures judiciaires avec des demandes des parties adverses considérées comme infondées ; le risque n'étant pas avéré, le groupe n'estime pas nécessaire la constitution d'une provision. Concernant les provisions, s'agissant d'affaires en cours, le groupe estime qu'il lui serait préjudiciable de détailler davantage l'information.

³ En France, à leur départ en retraite, les salariés du groupe reçoivent une indemnité, dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et d'autres éléments de la Convention Collective applicable. Le groupe a évalué ses engagements selon une méthode actuarielle, basée sur les unités de crédit projetées. Le mode de calcul est basé sur les hypothèses suivantes : taux d'actualisation : 3.1 %, taux de revalorisation : 2,5 %, âge de départ : 60/65 ans, taux de contribution patronale : 42 %.

La valeur des plans d'actif soustraite à l'engagement total est de 1 719 K€ (2012 – 1 702 K€).

Des analyses de sensibilité ont été réalisées concernant le taux d'actualisation : si ce taux était augmenté de 0,5%, l'engagement total du groupe (avant prise en compte de la juste valeur des fonds externes) diminuerait d'environ 5,5%.

La variation des mouvements de l'exercice des provisions pour indemnités de départ à la retraite est comptabilisée directement en résultat dans le poste « charges de personnel ».

Les diminutions de provisions pour litiges concernaient d'une part, des litiges sociaux, et d'autre part, des risques de recouvrement sur créances clients, ré estimés en totalité à chaque clôture d'exercice.

La charge future pour départs en retraite est en partie externalisée avec des contrats d'assurances spécifiques. La juste valeur des fonds au 30 juin 2013 est de 1 719 K€, le montant de l'engagement résiduel après prise en compte de la couverture est de 809 K€.

Le Groupe ne compte aucun passif éventuel.

2.13 Détail des autres passifs courants

	30/06/2013	31/12/2012
Dettes fiscales et sociales	12 320	12 574
Avances et acomptes reçus sur commandes	2 371	2 671
Autres dettes	3 677	2 399
Produits constatés d'avance	1 048	1 967
Total autres passifs courants	19 416	19 611

2.14 Engagements hors bilan

Engagements donnés :	Néant
Engagements reçus :	Néant

Le Groupe bénéficie par ailleurs d'engagements reçus par ses banques dans le cadre de contrats commerciaux à l'export essentiellement, en faveur de ses clients, dans le cadre de garantie de restitution d'acompte ou de garantie d'exécution de bonne fin.

2.15 Gestion des risques financiers

Le Groupe est exposé aux risques de crédit, de liquidité et de marché, mais dans des proportions limitées, et le Groupe a donc peu recours à des instruments financiers visant à réduire son exposition.

Comme toute société commerciale, le groupe est confronté aux risques clients qui portent principalement sur un risque toujours possible d'impayés de sa clientèle, et sur un risque plus conjoncturel de concentration des clients. La société dispose d'une clientèle grands comptes sur laquelle le risque d'irrécouvrabilité est faible. Le client le plus important représente moins de 3% du chiffre d'affaires (3% en 2012). Les dix premiers clients représentent environ 9% du chiffre d'affaires (9% en 2012). De plus, les ventes de matériels sont assorties de clauses de réserve de propriété. L'historique des pertes sur créances clients ne révèle pas d'impact significatif.

Le risque de liquidité correspond à la capacité financière du groupe à faire face à ses engagements, lorsqu'ils arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses dettes à leurs échéances, dans des conditions normales ou « tendues », sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe. Le risque de marché correspond aux risques de variations de taux d'intérêt et de change.

Concernant les taux d'intérêt, la politique du Groupe privilégie en général les emprunts à taux fixes (93% des emprunts du groupe sont à taux fixes ou à taux variables swapés).

Le Groupe reste par ailleurs assez faiblement exposé aux risques de change, et n'a pas de contrats d'achats à terme de devise. Néanmoins, de par son développement international constant, le Groupe détient des actifs, perçoit des revenus et encourt des dépenses et engagements par l'intermédiaire de ses filiales dans de nombreuses devises autres que la monnaie fonctionnelle du Groupe. Ainsi, le Groupe met en œuvre une politique de limitation du risque de change en équilibrant les positions nettes en devises (via des distributions de dividendes à la maison mère, souscription de dette en monnaies locales notamment).

Risque de liquidité et de trésorerie

Le risque d'incapacité de la société à faire face à ses engagements financiers est faible ; il fait d'ailleurs l'objet d'une évaluation périodique de la Banque de France, qui nous attribue une probabilité de défaillance dans les trois ans de 0.6 %, à comparer au score global de l'industrie : 6.6 %.

Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité. Le Directoire prête attention au rendement des capitaux propres défini comme étant le résultat opérationnel divisé par les capitaux propres totaux. Il veille également au niveau des dividendes versés aux actionnaires.

2.16 Contrats de location financement

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement, ayant pour effet de transférer au groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété, sont comptabilisées à l'actif en immobilisations.

Impact sur le bilan au 30 juin 2013:

Immobilisations nettes	917	
Dettes financières	998	dont 405 à moins d'un an et 593 à plus d'un an et moins de 5 ans
Impôt différé actif	27	
Impact sur les réserves	(61)	(hors résultat de la période)

Impact sur le compte de résultat

Résultat avant impôt	11
Résultat	7

3 Explications des postes du compte de résultat

3.1 Répartition géographique des activités

L'organisation du groupe est de nature mono-activité et repose sur une organisation géographique.

<u>Répartition des actifs immobilisés :</u>	30/06/2013	31/12/2012
France	13 545 80%	80%
Hors de France	3 403 20%	20%

<u>Répartition des amortissements :</u>	30/06/2013	31/12/2012
France	983 81%	79%
Hors de France	235 19%	21%

<u>Répartition des investissements :</u>	30/06/2013	31/12/2012
France	1 256 84%	78%
Hors de France	242 16%	22%

<u>Répartition des passifs non courants :</u>	30/06/2013	31/12/2012
France	6 775 94%	94%
Hors de France	456 6%	6%

<u>Ventilation du chiffre d'affaires :</u>	30/06/2013	31/12/2012
France	27 199 65%	71%
Hors de France	14 958 35%	29%

<u>Ventilation du résultat opérationnel :</u>	30/06/2013	31/12/2012
France	2 342 73%	74%
Hors de France	883 27%	26%

<u>Effectifs moyens</u>	30/06/2013	31/12/2012
France	548	553
Hors de France	204	204
Total	752	757

3.2 Coût de l'endettement financier net

	30/06/2013	31/12/2012
Gains de change	21	40
Produits sur valeurs de placement	105	244
Divers produits financiers	163	208
Produits de trésorerie et équivalents	289	492

	30/06/2013	31/12/2012
Intérêts	78	219
Pertes de change	40	39
Intérêts locations financements	24	62
Diverses charges financières	-	-
Coût de l'endettement financier brut	141	321

3.3 Impôt sur le résultat

3.3.1 Charge d'impôt

Exigible	(1 077)
Différé ⁴	(213)
Net (charge)	(1 290)

3.3.2 Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique

Résultat	2 094
Résultat avant impôt	3 384
Charge d'impôt comptabilisée	1 290
Charge d'impôt théorique	1 165
Différence	125

taux apparent : 38.12 %

Impôts sur charges non déductibles	(22)
Economie d'impôts sur produits non imposables	149
Actifs d'impôt non activés antérieurement	62
Actifs d'impôt non activés	(169)
Variation de taux d'impôt	112
Divers	(7)
Total	125

3.3.3 Intégration fiscale (France)

Precia S.A. a la qualité de société tête de groupe dans le cadre de l'intégration fiscale avec la société Precia Molen Service S.A.S..

3.4 Honoraires des Commissaires aux Comptes

Frais d'audit	KPMG	CRMD	Auditeurs des filiales
Precia SA	22	9	-
Filiales	6	6	35
Total	28	15	35

⁴ Le détail des impôts différés est présenté en note 2.8

4 Informations concernant le tableau des flux de trésorerie consolidé

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte, à partir du résultat net des sociétés intégrées. Les postes constitutifs de la trésorerie concernent la trésorerie disponible diminuée des soldes créditeurs de banque et de la part à moins d'un an des dettes financières à long terme.

	30/06/2013	31/12/2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 602	18 756
Dettes financières court terme	(4 339)	(3 158)
Trésorerie	13 263	15 598